



Organisation
internationale
du Travail

GALLUP®

Résumé

L'enquête mondiale de l'OIT sur la discrimination liée au VIH dans le monde du travail



► À propos de l'OIT

Institution spécialisée des Nations unies, l'Organisation internationale du travail a été fondée en 1919 pour promouvoir la justice sociale et, ainsi, contribuer à une paix universelle et durable. Sa structure tripartite composée de gouvernements, d'organisations d'employeurs et d'organisations de travailleurs est unique parmi les agences des Nations unies. Au fil des ans, l'OIT a publié un certain nombre de normes internationales du travail largement respectées, comprenant des conventions et des recommandations telles que la liberté d'association, l'emploi, la politique sociale, l'égalité des sexes et la non-discrimination, les conditions de travail, la sécurité sociale, le dialogue social et le VIH et le SIDA. L'OIT fournit aux États membres des conseils d'experts, une assistance technique et la diffusion de statistiques du travail par l'intermédiaire d'un réseau de bureaux et d'équipes multidisciplinaires dans plus de 40 pays.

► À propos de Gallup

Gallup fournit des analyses et des conseils pour aider les dirigeants et les organisations à résoudre leurs problèmes les plus urgents. Combinant plus de 80 ans d'expérience avec sa portée mondiale, Gallup en sait plus sur les attitudes et les comportements des employés, des clients, des étudiants et des citoyens que toute autre organisation dans le monde.

Copyright © Organisation internationale du travail 2021 Première publication 2021

Les publications du Bureau international du Travail bénéficient du droit d'auteur en vertu du Protocole 2 de la Convention universelle sur le droit d'auteur. Néanmoins, de courts extraits peuvent en être reproduits sans autorisation, à condition d'en indiquer la source. Pour les droits de reproduction ou de traduction, la demande doit être adressée aux Publications de l'OIT (droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courrier électronique à l'adresse : rights@ilo.org. Le Bureau international du Travail accueille favorablement ces demandes.

Les bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de droits de reproduction peuvent en faire des copies conformément aux licences qui leur ont été délivrées à cet effet. Pour connaître l'organisation des droits de reproduction dans votre pays, consulter le site www.ifrro.org

L'enquête mondiale de l'OIT sur la discrimination liée au VIH dans le monde du travail

Bureau international du Travail – Genève : OIT, 2021

ISBN 9789220355961 (imprimé)

ISBN 9789220355978 (PDF web)

Les désignations employées dans les publications de l'OIT, conformément à la pratique des Nations unies, et la présentation des documents qui y figurent n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part du Bureau international du Travail en ce qui concerne le statut juridique d'un pays, d'une région, d'un territoire ou de ses autorités, ou la délimitation de ses frontières.

La responsabilité des opinions exprimées dans les articles, études et autres contributions signés incombe uniquement à leurs auteurs et leur publication ne constitue pas une approbation par le Bureau international du Travail des opinions qui y sont exprimées.

L'organisation Gallup a été engagée pour mener l'enquête et l'analyse des conclusions du présent rapport. Les recommandations qui apparaissent dans le présent rapport n'ont pas été rédigées par Gallup.

La référence aux noms d'entreprises et de produits et procédés commerciaux n'implique pas leur approbation par le Bureau international du travail, et le fait de ne pas mentionner une entreprise, un produit ou un procédé commercial particulier n'est pas un signe de désapprobation.

Des informations sur les publications et les produits numériques de l'OIT sont disponibles à l'adresse suivante: www.ilo.org/publns.



► Résumé analytique

La recommandation de l'OIT sur le VIH et le SIDA, 2010 (n° 200) interdit la discrimination dans le monde du travail sur la base de la séropositivité réelle ou perçue.¹ Cependant, 40 ans après l'apparition de l'épidémie de VIH et de SIDA, la stigmatisation et la discrimination liées au VIH persistent, y compris sur le lieu de travail, et il reste certains obstacles à la réalisation de l'Objectif de développement durable des Nations unies 3² consistant à garantir une vie saine et à promouvoir le bien-être de tous à tous les âges. En règle générale, la stigmatisation et la discrimination empêchent les personnes vivant avec, affectées par et exposées au VIH d'avoir accès aux services de prévention, de traitement et de soins du VIH. Sur le lieu de travail, les pratiques discriminatoires des employeurs, des collègues et des clients exacerbent davantage leurs difficultés à trouver ou à conserver un emploi. En conséquence, les personnes vivant avec le VIH se retrouvent souvent à travailler dans l'économie informelle.

Pour mieux comprendre les raisons de la persistance de la stigmatisation et de la discrimination liées au VIH sur le lieu de travail, l'OIT s'est associée à Gallup pour mener l'enquête mondiale de l'OIT sur la discrimination liée au VIH dans le monde du travail. L'enquête a généré des données transversales cohérentes et comparables sur

la stigmatisation et la discrimination liées au VIH sur le lieu de travail dans 50 pays de différentes régions et avec différentes charges liées au VIH.

Les intervieweurs se sont entretenus avec 55 902 personnes : 26 307 femmes et 29 595 hommes. Les pays ont été sélectionnés parmi les pays de la liste Fast-Track de l'ONUSIDA³, les pays ciblés par Gallup pour son sondage mondial de 2020 et les pays ciblés, essentiels et à fort impact du Fonds mondial. Plusieurs pays ont été sélectionnés dans chaque région (voir page 7 pour une liste des régions et pays couverts par l'enquête).

L'enquête a été réalisée selon une approche en deux phases :

- La première phase consistait à élaborer et à tester, minutieusement et systématiquement, le questionnaire de l'enquête transnationale sur la discrimination liée au VIH dans le monde du travail.
- La deuxième phase consistait à mettre en œuvre l'enquête dans 50 pays par le biais d'un échantillonnage probabiliste afin de recueillir des données représentatives au niveau national pour tous les pays étudiés.

L'annexe du présent rapport contient de plus amples détails sur l'approche et la méthodologie de l'enquête.

1 OIT, « [R200 - Recommandation sur le VIH et le SIDA, 2010 \(n° 200\)](#) »

2 ONUSIDA, « [Le sida et les objectifs de développement durable](#) »

3 ONUSIDA, [Comprendre Fast-Track : Accélérer la riposte pour mettre fin à l'épidémie de SIDA d'ici à 2030](#).



► Résumé des principales conclusions

- **Dans les 50 pays⁴, environ quatre répondants sur dix déclarent que les personnes vivant avec le VIH ne devraient pas être autorisées à travailler directement avec d'autres personnes qui n'ont pas le VIH (35,6 %) ou proposent une réponse conditionnelle (« ça dépend ») (2,8 %).** Un peu plus de la moitié des personnes interrogées (50,5 %) déclarent que les personnes vivant avec le VIH devraient être autorisées à travailler directement avec des personnes n'ayant pas le VIH. Aucune différence significative n'a été observée entre les points de vue exprimés par les femmes et ceux exprimés par les hommes.
- **Cependant, les points de vue diffèrent considérablement d'une région à l'autre. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ainsi que l'Asie et le Pacifique sont les deux régions détenant le pourcentage le plus faible de répondants à déclarer que les personnes vivant avec le VIH devraient être autorisées à travailler directement avec d'autres personnes qui n'ont pas le VIH. 40,6 % des personnes interrogées en Asie et dans le Pacifique et 42,0 % de celles interrogées au Moyen-Orient et en Afrique du Nord déclarent que les personnes vivant avec le VIH devraient être autorisées à travailler directement avec des personnes qui n'ont pas le VIH.** Dans les cinq autres régions, la plupart des répondants déclarent que les personnes vivant avec le VIH devraient être autorisées à travailler directement avec d'autres personnes qui n'ont pas le VIH. Ces régions comprennent l'Europe orientale et l'Asie centrale (62,9 %), l'Afrique occidentale et centrale (71,1 %), l'Amérique latine et les Caraïbes (75,4 %), l'Europe occidentale et centrale et l'Amérique du Nord (81,8 %) et l'Afrique orientale et australe (89,9 %).
- **En général, les régions détenant le pourcentage le plus élevé de répondants qui acceptent que des personnes vivant avec le VIH travaillent directement avec des personnes qui n'ont pas le VIH sont celles dans lesquelles lesdits répondants sont plus susceptibles de connaître une personne vivant avec le VIH. Cela suggère un lien important entre la connaissance personnelle de personnes vivant avec le VIH et les attitudes positives quant au fait que celles-ci travaillent directement avec des personnes qui n'ont pas le VIH.** En Afrique orientale et australe – une région qui comprend plusieurs pays ayant une charge de VIH relativement élevée chez les 15 à 49 ans⁵, 89,9 % des répondants déclarent que les personnes vivant avec le VIH devraient être autorisées à occuper n'importe quel type d'emploi en contact avec d'autres personnes qui n'ont pas le VIH.
- **Le niveau d'instruction est l'un des plus puissants prédicteurs d'attitudes positives envers les personnes vivant avec le VIH travaillant en contact direct avec des personnes qui n'ont pas le VIH.** Dans l'ensemble, 68,0 % des personnes ayant suivi un cycle d'enseignement supérieur (seize années ou plus d'instruction) estiment que les personnes vivant avec le VIH devraient être autorisées à travailler en contact direct avec d'autres personnes qui n'ont pas le VIH, contre 55,4 % des répondants ayant suivi un cycle d'enseignement secondaire (de neuf à quinze années d'instruction) et 39,9 % ayant suivi un cycle d'enseignement primaire (de zéro à huit années d'instruction). Même au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie, la majorité des personnes ayant suivi un cycle d'enseignement supérieur déclarent que les personnes vivant avec le VIH devraient être autorisées à travailler directement avec d'autres personnes qui n'ont pas le VIH.
- **Les personnes ayant une meilleure compréhension des modes de transmission du VIH sont généralement plus susceptibles d'accepter l'idée que les personnes vivant avec le VIH devraient être autorisées à travailler directement avec d'autres personnes qui n'ont pas le VIH.** L'enquête demandait aux personnes interrogées si, à leur connaissance, le VIH pouvait se transmettre de l'une des manières suivantes : en ayant des relations sexuelles non protégées, en s'étreignant ou en se serrant la main, en partageant des seringues, en échangeant un baiser ou en utilisant des toilettes communes. Parmi ceux qui ont répondu correctement à toutes les questions, 77,5 % déclarent que les personnes vivant avec le VIH devraient travailler directement avec d'autres personnes qui n'ont pas le VIH. Ce chiffre tombe à 63,6 % chez les personnes interrogées qui ont fourni une réponse incorrecte à l'une des questions et le pourcentage se situe en deçà d'un tiers (32,1 %) chez celles qui ont fourni une réponse incorrecte à deux questions ou plus. Une tendance similaire est observée lorsque l'on compare les points de vue des femmes et

4 Dans le présent rapport, les références aux résultats « mondiaux », « à travers le monde » ou « globaux » renvoient aux résultats combinés de 50 pays, sauf indication contraire. Comme cela est expliqué plus en détail dans l'annexe, tous les résultats transnationaux sont ajustés en fonction de la population, ce qui signifie que les pays les plus peuplés sont mieux représentés dans le calcul des résultats statistiques.

5 La Banque mondiale, « [Prévalence du VIH, total \(% de la population âgée de 15 à 49 ans\) : estimations de l'ONUSIDA](#) ».

des hommes – plus le niveau de connaissance de la transmission du VIH est élevé, plus les pourcentages de femmes et d'hommes qui déclarent que les personnes vivant avec le VIH devraient être autorisées à travailler directement avec d'autres personnes qui n'ont pas le VIH augmentent.

- **Les connaissances sur la transmission du VIH sont plus imprécises en ce qui concerne le fait d'échanger un baiser et d'utiliser des toilettes communes et plus précises pour ce qui est de partager des seringues et d'avoir des relations sexuelles non protégées. Seuls 39,7 % des répondants déclarent, à juste titre, que le VIH ne peut pas se transmettre en échangeant un baiser ; et 51,9 % déclarent, à juste titre, que le VIH ne peut se transmettre en utilisant des toilettes communes.** Les personnes interrogées sont toutefois les plus susceptibles de savoir que le VIH se transmet en partageant des seringues (83,7 %) et en ayant des relations sexuelles non protégées (83,0 %). Plus de sept répondants sur dix (71,8 %) déclarent, à juste titre, que le fait de s'étreindre ou de se serrer la main n'est pas une voie de transmission du VIH. En ce qui concerne les questions sur la transmission du VIH, les femmes et les hommes ont donné des réponses similaires. Les connaissances sur la transmission du VIH varient considérablement d'une région à l'autre. En Afrique orientale et australe, 51,0 % des personnes interrogées ont répondu correctement à toutes les questions ; au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ce chiffre était de 24,2 % ; tandis qu'en Asie et dans le Pacifique, 16,0 % d'entre elles ont répondu correctement à toutes les questions.
- La majorité des répondants (59,6 %) ont exprimé leur soutien en faveur du dépistage obligatoire du VIH avant que les personnes ne soient autorisées à travailler. Une majorité de répondants dans six régions sur sept sont

favorables au dépistage obligatoire du VIH avant que les personnes ne soient autorisées à travailler. En Afrique orientale et australe, 50,6 % des répondants sont favorables au dépistage obligatoire du VIH, même s'ils sont généralement positifs à l'idée que les personnes vivant avec le VIH travaillent dans n'importe quel type d'emploi en contact direct avec d'autres personnes qui n'ont pas le VIH. La région ayant exprimé le moins de soutien en faveur du dépistage obligatoire du VIH pour l'emploi est l'Europe occidentale et centrale et l'Amérique du Nord, où à peine un peu moins d'un quart des personnes interrogées (23,4 %) y sont favorables. Les femmes et les hommes ont tendance à croire dans des proportions à peu près similaires que les personnes devraient subir un dépistage obligatoire du VIH avant d'être autorisées à travailler.

Le niveau d'instruction semble à nouveau influencer les attitudes à l'égard du dépistage obligatoire du VIH à des fins d'emploi : 47,5 % des répondants ayant suivi un cycle d'enseignement supérieur sont favorables au dépistage obligatoire du VIH, contre 65,6 % de ceux ayant suivi un cycle d'enseignement primaire.

Une meilleure connaissance des modes de transmission du VIH est associée à un plus faible soutien en faveur du dépistage obligatoire du VIH avant l'embauche. Moins de la moitié (47,6 %) des personnes interrogées qui ont répondu correctement à toutes les questions sur la transmission du VIH déclarent que les personnes devraient subir un dépistage obligatoire du VIH avant d'être autorisées à travailler, contre 63,4 % chez celles qui ont fourni une réponse incorrecte à toutes les questions.

▀▀ Les personnes ayant une meilleure compréhension des modes de transmission du VIH sont généralement plus susceptibles de déclarer que les personnes vivant avec le VIH devraient être autorisées à travailler directement avec d'autres personnes qui n'ont pas le VIH. ▀▀



► Recommandations

Sur la base des conclusions tirées de l'enquête, les recommandations suivantes peuvent être de mise :

1. Les gouvernements, en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs et d'autres partenaires concernés, devraient donner la priorité aux efforts visant à réduire la stigmatisation et la discrimination liées au VIH. Les gouvernements devraient s'engager à promouvoir à haut niveau des interventions fondées sur les droits dans le cadre des programmes nationaux de lutte contre la stigmatisation et la discrimination liées au VIH.
2. Les gouvernements, en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs et d'autres partenaires concernés, devraient s'engager avec les réseaux de personnes vivant avec le VIH pour promouvoir les programmes de lutte contre le VIH sur le lieu de travail. L'implication de ces réseaux améliore la pertinence, l'acceptabilité et l'efficacité des programmes, tout en renforçant leur visibilité.
3. Les gouvernements devraient renforcer les programmes visant à améliorer l'égalité d'accès à l'éducation, celle-ci étant l'un des meilleurs prédictifs des attitudes discriminatoires à l'égard des personnes vivant avec le VIH.
4. Les gouvernements, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs et d'autres partenaires concernés, devraient soutenir la mise en œuvre de programmes de lutte contre le VIH qui améliorent les connaissances des travailleurs sur la transmission du VIH et dissipent les mythes et les idées fausses sur la façon dont le VIH peut ou non se transmettre sur le lieu de travail.
5. Les gouvernements, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs et d'autres partenaires concernés, devraient, dans le cadre des programmes de lutte contre le VIH, promouvoir les avantages du traitement du VIH, notamment la suppression de la charge virale, la réduction significative de la probabilité de transmission du VIH à d'autres personnes et la capacité à mener une vie saine et à travailler de manière productive.
6. Les gouvernements devraient œuvrer à l'abolition de toutes les lois et politiques sur le dépistage obligatoire du VIH à des fins d'emploi. Le dépistage du VIH pour l'emploi doit être volontaire et effectué conformément aux orientations fournies dans la recommandation n° 200.
7. Au niveau mondial, la mobilisation de la famille des Nations Unies et de ses partenaires devrait continuer de :
 - a. souligner le besoin urgent d'éradiquer la stigmatisation et la discrimination liées au VIH dans le monde du travail et au-delà et de créer les conditions nécessaires à l'adoption accrue de traitements antirétroviraux vitaux et à la pleine participation des personnes vivant avec le VIH sur le marché du travail ;
 - b. s'efforcer de mettre fin au dépistage obligatoire du VIH ;
 - c. promouvoir l'égalité des sexes et la non-discrimination ; et
 - d. mettre fin à la violence et au harcèlement auxquels sont confrontées les personnes vivant avec le VIH et les populations clés.



Les recommandations supplémentaires qui pourraient contribuer à réduire la stigmatisation et la discrimination liées au VIH dans le monde du travail comprennent :

8. Les gouvernements devraient abroger les lois qui criminalisent explicitement la transmission du VIH, exigent la divulgation de la séropositivité, criminalisent les relations homosexuelles et appliquer des lois qui permettent un comportement efficace et non discriminatoire sur le lieu de travail et au-delà.
9. Les gouvernements, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, devraient ratifier et mettre en œuvre la Convention sur la violence et le harcèlement, 2019 (n° 190)⁶ et la Recommandation sur la violence et le harcèlement, 2019 (n° 206), qui l'accompagne⁷.
10. Les gouvernements, en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs et d'autres partenaires, devraient renforcer l'accès à la justice des personnes vivant avec le VIH, en soutenant les prestataires de services d'aide juridique communautaires et dirigés par la communauté. Ils devraient être en mesure de signaler les plaintes par des voies sûres et de faire examiner leurs plaintes de manière confidentielle.
11. Les gouvernements, en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs et d'autres partenaires, devraient s'engager à élaborer des programmes de protection sociale inclusifs qui améliorent progressivement la prise en charge, l'adéquation et l'exhaustivité pour tous, y compris les personnes vivant avec, affectées par et exposées au VIH.
12. Les gouvernements, les organisations d'employeurs et de travailleurs devraient intégrer les questions de non-discrimination liées au VIH dans les politiques et programmes de sécurité, de santé et de bien-être au travail ainsi que dans les conventions collectives.
13. Les gouvernements devraient renforcer les capacités des administrations du travail et des inspecteurs du travail pour surveiller et évaluer la mise en œuvre des politiques sur le lieu de travail visant à prévenir la discrimination liée au VIH dans le cadre de programmes plus larges de santé et de bien-être au travail.
14. Les gouvernements, en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs et d'autres partenaires concernés, devraient soutenir la recherche orientée vers l'action afin de mieux comprendre les causes des pratiques de travail déloyales et discriminatoires fondées sur la séropositivité réelle ou perçue, le sexe, l'orientation sexuelle, l'âge, l'origine ethnique ou d'autres caractéristiques.
15. L'OIT, la famille des Nations unies, les partenaires de développement et tous les autres intervenants associés devraient renforcer leur collaboration pour mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination liées au VIH, y compris dans le monde du travail, en soutenant le Partenariat mondial pour l'action de l'ONUSIDA visant à éliminer toutes les formes de stigmatisation et de discrimination liées au VIH. Une attention prioritaire doit être accordée aux régions où la stigmatisation et la discrimination liées au VIH sont les plus élevées.

► Une mobilisation accrue, à l'échelle planétaire, en faveur du besoin urgent d'éradiquer la stigmatisation et la discrimination liées au VIH dans le monde du travail ainsi que dans d'autres contextes permettra de contribuer à la création d'un environnement propice à l'adoption d'un traitement antirétroviral salvateur et à la pleine participation au marché du travail. ►

⁶ OIT, « C190 - Convention sur la violence et le harcèlement, 2019 (n° 190) ».

⁷ OIT, « R206 - Recommandation sur la violence et le harcèlement, 2019 (n° 206) ».



► Régions et pays

Au total, 50 pays ont été sélectionnés pour l'enquête mondiale de l'OIT sur la discrimination liée au VIH dans le monde du travail. Étant donné que l'enquête traite des questions du VIH et du SIDA, les régions de l'ONUSIDA, qui prennent en compte les préoccupations relatives au VIH et au SIDA, ont été utilisées comme groupements régionaux aux fins de l'enquête.⁸

Afrique orientale et australe

Éthiopie
Kenya
Maurice
Namibie
Afrique du Sud
Tanzanie (République-Unie de)
Ouganda
Zambie
Zimbabwe

Afrique occidentale et centrale

Bénin
Burkina Faso
Cameroun
Congo (Brazzaville)
Côte d'Ivoire
Gabon
Ghana
Guinée
Mali
Nigéria
Sénégal

Asie et Pacifique

Cambodge
Chine
Inde
Indonésie
Myanmar
Pakistan
Philippines
Thaïlande
Viet Nam

Europe de l'Est et Asie centrale

Albanie
Kazakhstan
Kirghizistan
Fédération de Russie
Ukraine

Amérique latine et Caraïbes

Bolivie (État plurinational de)
Brésil
Costa Rica
République Dominicaine
Paraguay
Pérou

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Algérie
Égypte
Iran (République islamique d')
Liban
Maroc
Arabie saoudite
Émirats arabes unis

Europe occidentale et centrale et Amérique du Nord

Bulgarie
Roumanie
États-Unis d'Amérique

⁸ ONUSIDA, "Régions".